

Publications économiques et financières



Synthèse annuelle 2021

N° 709 / Mai 2022

L'ÉCONOMIE DE MAYOTTE EN 2021

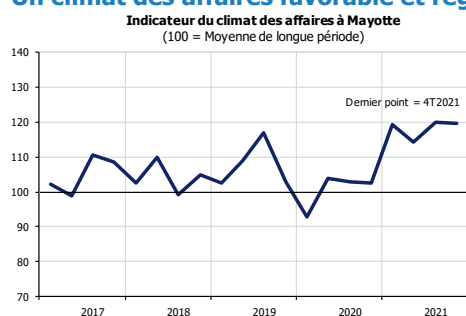
Une activité relancée malgré un contexte sanitaire et sécuritaire impactant

Après une année 2020 marquée par la crise sanitaire, l'économie de Mayotte en 2021 s'inscrit dans une dynamique de reprise, profitant, entre autres, de la relance de l'activité économique mondiale et de l'optimisme des acteurs économiques sur les prévisions de croissance. Ainsi, malgré un contexte sanitaire et sécuritaire toujours préoccupant, l'indicateur du climat des affaires (ICA) évolue favorablement dès le premier trimestre et se maintient à un bon niveau toute l'année. Cette bonne orientation de la conjoncture s'appuie sur une consommation des ménages qui demeure solide et sur la concrétisation d'investissements publics et privés. L'ICA ne connaît qu'une légère diminution au deuxième trimestre, tout en restant bien positionné, en lien avec un nouveau confinement aux conséquences bien moindres que celui de 2020, et avec un impact très divergent en fonction des secteurs d'activité.

Malgré un contexte inflationniste depuis la fin de 2020, le commerce extérieur enregistre une hausse sensible des importations, portée par tous les types de biens, tant ceux destinés aux ménages que ceux à l'usage des entreprises. La formalisation¹ du marché du travail se renforce, se traduisant par une hausse du nombre d'inscriptions à Pôle emploi. L'activité globale s'améliore tout au long de l'année, plus particulièrement au premier semestre. Cette évolution bénéficie principalement aux secteurs du BTP et du commerce, tandis que les services marchands éprouvent des difficultés. Enfin, le dynamisme de l'activité bancaire se maintient : la collecte d'épargne se renforce et le soutien du système bancaire au financement de l'économie poursuit sa croissance, mais avec toutefois moins d'intensité que lors des années précédentes.

Une conjoncture économique bien orientée mais à surveiller

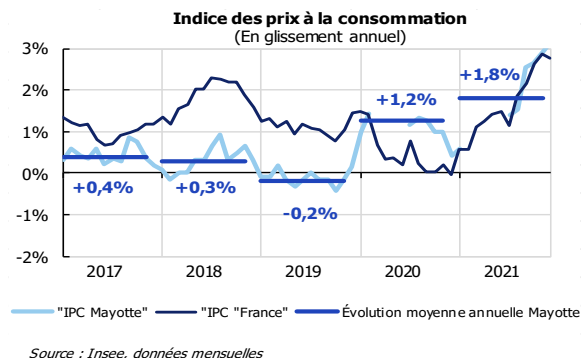
Un climat des affaires favorable et régulier



Le début d'année est marqué par une hausse notable de l'ICA, qui se maintient, au cours de l'exercice, bien au-dessus de sa moyenne de longue durée, signe d'un environnement des affaires favorable. Le début d'exercice est marqué par la reprise de l'activité, engagée dès le quatrième trimestre 2020 et permise par l'assouplissement des contraintes sanitaires et les dispositifs mis en place par l'État pour soutenir les entreprises durant la crise. Cependant, cette hausse est légèrement freinée au second trimestre en raison d'un nouveau confinement. Dès la fin de ce dernier, l'ICA se renforce et se stabilise sur le deuxième semestre, porté par l'optimisme des chefs d'entreprise, bien que certains restent prudents. En effet, les difficultés liées aux approvisionnements mais aussi aux recrutements demeurent et perturbent le fonctionnement de certaines entreprises.

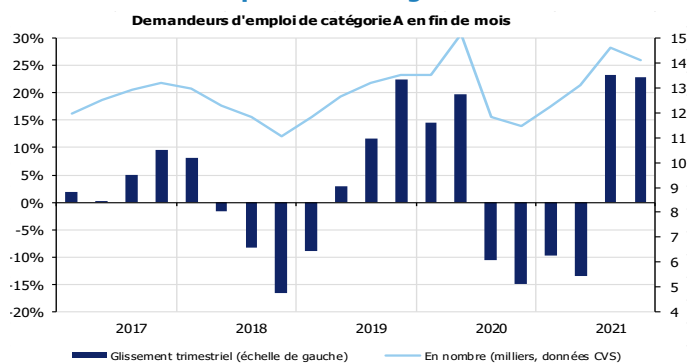
Un contexte inflationniste qui suscite la prudence

L'indice des prix à la consommation augmente en moyenne de 1,8 % en 2021 à Mayotte (après +1,2 % en 2020). Cette évolution, similaire à celle de la France entière (+1,7 %), se retrouve sur la plupart des grands postes. Tout d'abord sur l'énergie, qui repart sensiblement à la hausse (+10,5 %) après un recul de 3,1 % en 2020. Ensuite, sur les prix des produits alimentaires et des services qui poursuivent leur croissance (+1 % et +2 % après +1,6 % et +2,3 % en 2020 respectivement). Enfin, les prix des produits manufacturés se maintiennent (+0,4 % après +0,1 % en 2020).



¹ La formalisation du marché du travail renvoie à un changement de comportement des demandeurs d'emploi quand ces derniers engagent des démarches pour se déclarer officiellement à la recherche d'un emploi, ce qui permet de les prendre en compte dans les statistiques.

Une demande d'emploi en décalage avec le marché



Sources : Pôle emploi, par l'IEDOM

ans enregistrent la hausse la plus prononcée (+29,5 %), suivis des plus de 50 ans (+14,6 %) et des 25-49 ans (+10 %).

Cette évolution corrobore les résultats de l'enquête emploi de l'INSEE réalisée en 2021, et traduit un retour des demandeurs d'emploi vers les démarches officielles. En effet, l'enquête emploi affiche 2 000 créations d'emploi et 51 000 personnes en emploi, soit un niveau proche de 2019, après une perte de 3 000 emplois en 2020. Elle fait également ressortir une hausse continue du nombre de personnes en âge de travailler et une situation qui reste fragile : le taux de chômage augmente (+2 points à 30 %, soit 22 000 personnes), tout comme le nombre de personnes dans le halo² (34 000 personnes, soit 21 % des personnes de 15-64 ans). Mayotte demeure dans une situation où le halo du chômage reste supérieur au chômage officiel.

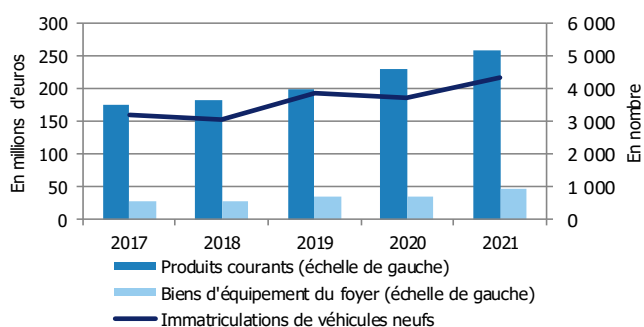
La croissance régulière du nombre de personnes en âge de travailler, ajoutée à une formalisation qui demeure très partielle, rend toujours difficile la mesure de la demande d'emploi.

La consommation des ménages maintient son dynamisme

Comme les années précédentes, la consommation des ménages progresse, portée notamment par l'évolution démographique. Hormis la baisse enregistrée au premier trimestre liée au confinement, la demande reste globalement soutenue. Les importations de produits courants progressent (+12 % après +15,4 % en 2020), comme celles des biens d'équipement du foyer (+31,7 % contre -2,6 % en 2020). Les immatriculations de véhicules neufs enregistrent une évolution similaire avec une hausse de +15,5 % après une diminution de 2,8 % en 2020.

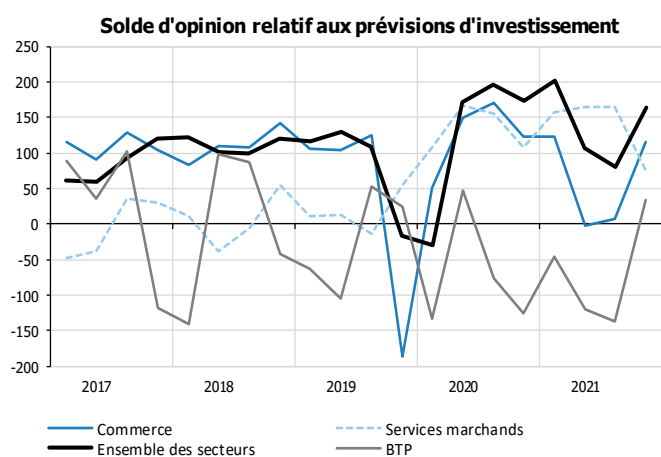
L'activité de crédit aux particuliers corrobore ce dynamisme. L'encours de crédit à la consommation progresse de 8,7 % (+9,9 % en 2020).

Principales composantes de la consommation des ménages



Sources : Douanes, Préfecture de Mayotte, calculs IEDOM

Des intentions d'investissement optimistes tout au long de l'année



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, données CVS

seuls les crédits d'exploitation, ayant fortement augmenté en 2020 en raison des prêts garantis par l'État (+184,1 %), diminuent sur l'année 2021 (-1,5 %).

Comme en 2020, les intentions d'investir des entreprises sont favorablement orientées tout au long de l'année 2021, hormis dans le BTP où cette tendance ne s'est concrétisée qu'à la fin de l'exercice. L'évolution des indicateurs macroéconomiques confirme cet optimisme. En effet, les importations de biens à destination des entreprises enregistrent des croissances significatives et plus marquées que celles de l'année précédente : +27,8 % pour les biens d'équipement (+11 % en 2020) et +12,4 % pour les biens intermédiaires (+12,4 % en 2020).

Le financement bancaire du secteur privé reste très dynamique. L'encours total des crédits octroyés aux entreprises progresse de 11,8 % (après +19,7 % en 2020). Cette hausse est portée essentiellement par les crédits immobiliers (+31,4 % après +3,7 % en 2020), qui représentent 33,4 % de l'encours total. Les crédits d'investissement (47,2 % de l'encours), enregistrent une croissance de 6,6 % (contre -0,03 % en 2020). Finalement,

² Le « halo autour du chômage » est constitué d'inactifs qui souhaitent travailler mais ne sont pas considérés au chômage au sens du Bureau international du travail, soit parce qu'ils ne sont pas disponibles rapidement (deux semaines), soit parce qu'ils ne recherchent pas activement un emploi.

Une croissance encore plus marquée des importations

Après une croissance ralentie en 2020 (+7,5 % contre +18,3 % en 2019), les importations affichent une progression record de 21,7 % en valeur sur l'année 2021. Cette hausse est portée tant par la demande des entreprises que par celle des ménages.

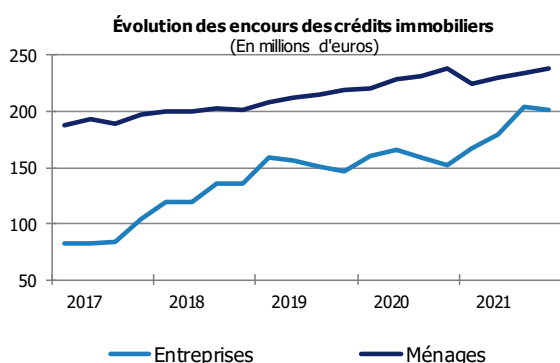
Après des évolutions contrastées en 2020 (respectivement +11% et -2,6%), les importations des biens dits « durables » (biens d'équipement professionnels et du foyer) sont en hausse sensible en 2021 (+27,8 % pour les entreprises et +31,7 % pour les ménages). Les importations des biens dits « non durables » (biens intermédiaires et produits courants) poursuivent leur croissance (respectivement +17,4 % et +12 %) par rapport à 2020 (+12,4 % et +15,4 %). Pour leur part, les exportations se redressent après trois années de baisse (+9,4 % après -8,6 % en 2020). Néanmoins, le déficit de la balance commerciale continue de se creuser : il s'établit à 867 millions d'euros (+21,8 % par rapport à 2020).

Des secteurs d'activité inégalement stimulés par la reprise de l'économie

Des difficultés qui se confirment pour le secteur industriel

Jusqu'en fin d'année, les chefs d'entreprise font part de leur inquiétude du fait notamment de l'évolution des prix, des difficultés d'approvisionnement et de leur trésorerie. Ils se sont montrés plus positifs s'agissant du niveau de leurs charges, des délais de paiement, et restent malgré tout optimistes quant aux prévisions d'amélioration de leur situation de trésorerie.

L'activité du BTP repart à la hausse



Source : IEDOM-Surfi

Les chefs d'entreprise du secteur du BTP font état d'une forte progression de leur niveau d'activité, particulièrement en début d'année. Toutefois, bien que les deux premiers trimestres sont bien orientés, ils déclarent être pénalisés en fin d'année par un alourdissement des charges d'exploitation et un allongement des délais de paiement, qui ont eu un léger impact sur leur trésorerie.

Bien que ne représentant qu'une part minime de l'activité du secteur, l'investissement immobilier des entreprises progresse particulièrement tout au long de l'année (+31,4 % contre +3,7 % en 2020). Pour les ménages en revanche, l'évolution des crédits à l'habitat reste mitigée : le premier trimestre a été marqué par une baisse qui n'est pas compensée par la croissance sur le reste de l'année (-0,4 % en glissement annuel, contre +8,5 % en 2020).

La redynamisation du secteur du commerce

Sur l'ensemble de l'année 2021, le secteur du commerce s'inscrit dans une dynamique de redressement notable de son activité. Bien que la concurrence dans ce secteur s'intensifie, en particulier dans le commerce de détail, l'amélioration de la situation sanitaire a un impact positif sur la consommation des ménages, source d'activité pour le secteur. L'économie mahoraise étant dépendante de ses importations, le retour de l'activité commerciale après la levée des mesures sanitaires permet une reprise des réapprovisionnements réguliers.

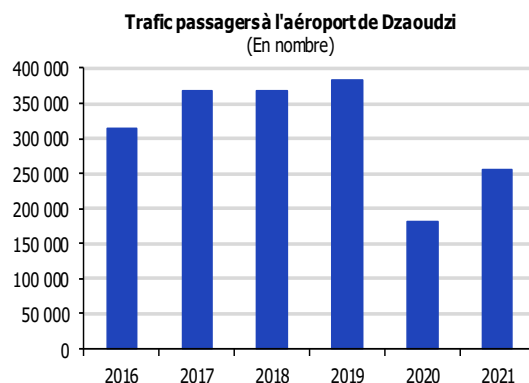
L'activité des services marchands se détériore

Après un redressement prometteur de l'activité observé à la fin de l'année 2020, le secteur des services marchands enregistre une nouvelle baisse d'activité en 2021. Au deuxième trimestre, les chefs d'entreprise font état d'une progression de l'activité malgré une détérioration de leur situation financière, avec un alourdissement des charges d'exploitation et des trésoreries fragilisées. Cependant, leur perception se détériore le reste de l'année. Les perspectives semblent plus favorables pour le début de l'année 2022 mais en dépit de prévisions d'investissement optimistes, le secteur ne prévoit pas d'embaucher à court terme.

La reprise du trafic aérien ralentie par la pandémie

Après une baisse de -52,7 % en 2020, le trafic aérien de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi remonte de 40,8 % en 2021. Ce regain d'activité aérienne est dû à l'abaissement des restrictions imposées par la crise sanitaire à partir du deuxième semestre. Le niveau d'activité du trafic aérien demeure toutefois inférieur à celui d'avant crise. En effet, le maintien de quelques mesures de restrictions, conjugué à la fermeture de certaines lignes régionales, constitue encore un frein à la reprise totale de l'activité.

À moyen terme, les travaux d'allongement de la piste de l'aéroport, annoncés pour 2023, suscitent des espoirs quant à l'ouverture du marché aérien à la concurrence, ainsi que sur des baisses de prix des billets, propices à un développement du trafic et du tourisme dans les années à venir.



Sources : Aéroport de Mayotte

L'activité bancaire poursuit son expansion

La croissance de la collecte d'épargne ralentit

En 2021, les actifs financiers détenus par les Mahorais (935,4 millions d'euros) progressent de 2,4 %, en ralentissement par rapport à 2019 (+11 %) et 2020 (+29,4 %). Les dépôts à vue suivent la même tendance (+2,2 % contre +35,4 % en 2020). Ils constituent 67,3 % de la collecte, soit 629,2 millions d'euros. Les placements liquides ou à court terme progressent également (+2,1 % contre +26,1 % en 2020) pour s'établir à 189,6 millions d'euros. Enfin, l'épargne à long terme augmente de 4,4 % (+7,9 % en 2020), et représente 116,6 millions d'euros.

La demande de financement maintient son dynamisme

En 2021, l'encours brut total des crédits accordés à l'économie mahoraise par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 6,4 %, à 1 544,7 millions d'euros (+10,7 % en 2020).

L'activité de crédit aux ménages reste dynamique. Les crédits à la consommation enregistrent une croissance de 8,7 % (+9,9 % en 2020). Cependant, les crédits à l'habitat restent stables par rapport à l'année précédente (-0,4 %, contre +8,5 % en 2020).

La demande de financement s'accroît davantage en faveur des entreprises. Les crédits à l'investissement augmentent de 6,6 % (après 0,0 % en 2020). Les crédits immobiliers sont en hausse sensible (+31,4 % après +3,7 % en 2020). Pour leur part, après avoir quasiment triplé en 2020 (+184,1 %), les crédits d'exploitation se contractent de 1,5 %, ce qui s'explique par une baisse des crédits de trésorerie liée au ralentissement de la souscription de PGE.

Enfin, le financement des collectivités locales, majoritairement composé de crédits d'investissement (99,6 %), demeure stable (-0,1 % en 2021 contre +10,8 % en 2020).

Un léger accroissement de la sinistralité

En 2021, le taux de créances douteuses s'établit à 4,1 % (+0,1 point) avec un encours brut qui s'élève, pour sa part, à 65,2 millions d'euros, en hausse de 5,1 millions d'euros sur un an. Cette évolution trouve son explication dans la hausse des créances douteuses des ménages et des entreprises (respectivement +61,3 % et +31,1 %), contre une baisse de 24,5 % pour la clientèle des collectivités locales, qui concentre 37,1 % des créances douteuses nettes. Enfin, le taux de provisionnement s'inscrit à 27,4 % (+0,4 point).

2022 : Des perspectives économiques prometteuses dans un contexte d'incertitude

En ce début d'année 2022 marqué par la guerre en Ukraine, l'incertitude entourant les perspectives économiques est forte. Mayotte n'échappe pas à ce choc économique mais bénéficie d'une dynamique de reprise engagée depuis plus d'un an et qui devrait permettre d'en amortir les effets sur la croissance de l'activité prise dans son ensemble. Les répercussions de ce choc affecteront en revanche l'inflation comme on peut d'ores et déjà le constater par la hausse des prix de l'énergie et d'autres matières premières.

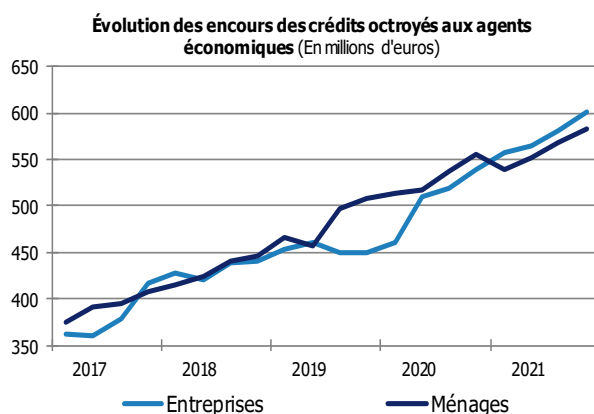
Cette hausse des prix pourrait s'ajouter aux difficultés structurelles que rencontre Mayotte pour ses approvisionnements (disponibilité et prix du fret). Elle pourrait être de nature à impacter le pouvoir d'achat des ménages et donc être source de tensions sociales. Elle pourrait également accroître les difficultés de trésorerie des entreprises qui n'ont pas toujours la possibilité de répercuter immédiatement les augmentations sur leurs prix de vente.

Dans ce contexte qui pourrait entamer la confiance des agents économiques, la capacité de résilience de ces derniers, maintes fois éprouvée par le passé, sera à nouveau testée.

Mayotte est le territoire de nombre de défis, sanitaires, sécuritaires, sociaux, économiques, mais les projets et initiatives pour son développement sont nombreux : projet du deuxième hôpital de Mayotte et du centre commercial dans le centre de l'île, aménagement du chef-lieu pour un montant de près de 400 millions d'euros, augmentation annoncée de 50 % du parc de logements du principal bailleur, projet de transport interurbain CARIBUS. Les fonds européens dont l'enveloppe a sensiblement augmenté permettront notamment de contribuer au financement de nombre de ces projets d'avenir. Par ailleurs, et comme les années précédentes, les établissements de crédits joueront leur partition et participeront à cette dynamique positive. Toutefois, comme pour les autres secteurs d'activité, celui du BTP, qui portera la majorité des projets, risque d'être exposé à la hausse très probable du prix des matériaux.

Afin d'accompagner cette croissance, il apparaît toutefois encore nécessaire de renforcer l'accompagnement des entreprises, de mieux structurer les filières, d'améliorer l'efficacité des politiques publiques et des services non marchands, de développer l'attractivité du territoire.

La résilience de l'économie de Mayotte devrait permettre d'entretenir la dynamique de croissance dans la tendance de celle de 2021.



Source : IEDOM. Surfi